

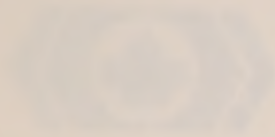


Export Trade Development Board
Commission pour l'expansion du
commerce extérieur



3 1761 12061848 3

RAPPORT ANNUEL 1983



Export Trade Development Board
Commission pour l'Expansion du
Commerce extérieur

President: Roger L. Marché Chairman: Roger L. Marché
122 Lakeshore Boulevard 122 Lakeshore Boulevard
Ottawa, Ontario K1A 0K2 Ottawa, Ontario K1A 0K2

30 September 1983

COMMISSION POUR L'EXPANSION DU COMMERCE
EXTÉRIEUR
RAPPORT ANNUEL

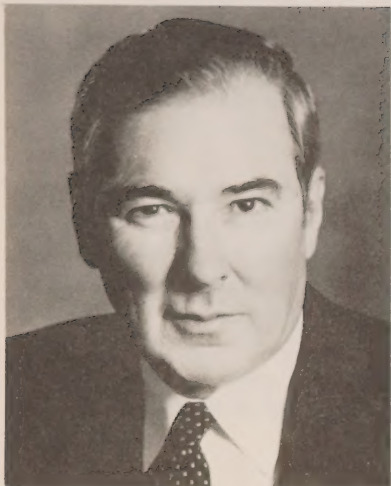
Published by the Board

The Board is pleased to present to you the annual report of the Commission for 1983.
The Board is pleased to present to you the annual report of the Commission for 1983.

Signature: _____

Roger L. Marché

1983



MOT DU PRÉSIDENT

Dans notre système de gouvernement, les ministres doivent périodiquement s'atteler à maîtriser les complexités d'un nouveau portefeuille, défi particulièrement difficile dans le cas du portefeuille du commerce, qui a connu cinq titulaires dans les cinq dernières années. M. Regan doit être loué pour la rapidité avec laquelle il s'est familiarisé avec les grands dossiers commerciaux, ainsi que pour la diligence et l'enthousiasme avec lesquels il a favorisé les intérêts des exportateurs canadiens, tant au Canada qu'à l'étranger.

Pendant cette deuxième année d'activité de la Commission, ses membres ont réalisé du bon travail. Je crois que les recommandations présentées sur diverses questions reflètent le niveau croissant de compétence du groupe qui, collectivement, s'est vu exposé à de nombreuses questions complexes.

Comme il était prévu au départ, les membres de la Commission sont nommés selon le système de la permutation, environ le tiers du groupe étant remplacé chaque année. De cette façon, la majorité sera toujours composée de membres expérimentés; en outre, la permutation empêche que leur participation à la Commission ne devienne un fardeau trop lourd pour des personnes déjà très occupées. Les membres qui sont remplacés cette année sont Messieurs John Bragg, Richard Cashin, Paul Gérin-Lajoie, Andrea McCain, Jack Munro et Robert Rogers. Tous ces membres ont apporté des contributions substantielles pendant leur mandat de deux ans, et leur absence se fera sentir lors de nos futures réunions. Je sais que chacun d'eux continuera à s'occuper pleinement de problèmes liés au commerce ainsi que d'autres questions. Il faut féliciter John Bragg pour sa récente nomination au Conseil d'administration de la Société pour l'expansion des exportations, et Bob Rogers pour sa nomination au poste de Lieutenant-gouverneur de la Colombie-Britannique.

Parmi les nouveaux membres de la Commission – qui constituent un apport précieux de compétences aux plans géographique et sectoriel –, mentionnons Messieurs Basil Blades, Marcel Desjardins, Rigel Hill et Neil Reimer.

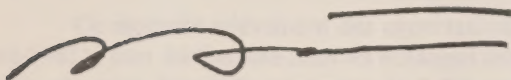


Digitized by the Internet Archive
in 2024 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761120618483>

Une partie de la première année d'activité de la Commission a été retenue par des questions organisationnelles, ainsi que par l'établissement d'un modus operandi convenant à la majorité des membres. Pendant la deuxième année, nous avons consacré plus de temps aux questions commerciales; ce rapport décrit les grands domaines dont nous nous sommes occupés. Je crois que la Commission a bien fonctionné et qu'elle a réalisé des choses importantes. Au cours des ses premières années, la Commission traversera sans doute une période d'adaptation et ses membres envisageront dès l'an prochain des modifications à sa structure et à sa façon de fonctionner susceptibles d'en améliorer l'efficacité.

Maintenant que l'économie mondiale semble nettement sur le chemin de la reprise, il y aura de plus amples possibilités pour les activités d'exportation. Il y aura également une intense concurrence, puisque pratiquement toutes les industries de tous les pays ont maintenant une capacité de production excédentaire qu'elles sont toutes impatientes d'utiliser. Les exportateurs canadiens devront être concurrentiels et efficaces, et des efforts concertés seront requis de la part des entreprises et des gouvernements fédéral et provinciaux pour tirer avantage des possibilités qui s'offriront. Pour leur part, les membres de la Commission pour l'expansion du commerce extérieur restent déterminés à faire tout en leur pouvoir pour contribuer à accroître les exportations canadiennes.



RÉSULTATS DU CANADA À L'EXPORTATION

L'année 1982 n'a pas été bonne pour le commerce international. Après plusieurs années de croissance très rapide, la valeur des biens transigés a diminué de 2% en raison de la récession qui a touché toutes les grandes économies. Pendant cette période difficile, les exportateurs canadiens ont réussi à hausser leurs ventes de 0,9%, réalisation louable dans les circonstances, bien que modeste comparativement à l'accroissement annuel moyen de 17% obtenu entre 1977 et 1981.

COMMERCE CANADIEN DES MARCHANDISES

	Total des exportations (en milliards de dollars)	Taux de variation	Exp. can. en % du commerce mondial
1978	53,2	19,4	3,5
1979	65,6	23,4	3,4
1980	76,2	16,0	3,2
1981	83,8	10,0	3,6
1982	84,5	0,9	3,7
6 mois 1982	43,1		
6 mois 1983	44,2	2,7	

Ce modeste relèvement des exportations en une période fort difficile a fait passer à 3,7% en 1982 la part du Canada dans les échanges internationaux: il y a donc eu poursuite de l'amélioration observée depuis le minimum de 3,2% en 1980 et un relèvement marginal par rapport à la moyenne obtenue depuis 1974 pour la même période. Avant 1974, notre pays détenait une part plus importante du commerce international, un taux record de 5,2% ayant été enregistré en 1968; mais avec le décuplement des cours pétroliers, la part des échanges internationaux des grands pays pétroliers s'est accrue sensiblement, provoquant une réduction correspondante de la part des autres pays, dont le Canada.

En 1982, la valeur des exportations canadiennes aux États-Unis s'est accrue de 3%, reflétant la fermeté du marché des produits automobiles. Toutefois, nos autres exportations aux États-Unis ont diminué de 4 pour cent. De plus, nos ventes vers d'autres destinations n'ont pas donné de bons résultats. Nos exportations ont diminué de 16% en Europe occidentale, de 20% en Afrique du Centre et du Sud et de 6,5% dans le reste de l'Afrique. Enfin, même si ces marchés ne comptent que pour 15% des ventes canadiennes à l'étranger, nos ventes se sont accrues en Europe orientale, au Moyen-Orient et en Asie.

Si les exportations ont très peu progressé en 1982, il y a eu un net assainissement de notre balance commerciale. La récession ayant été beaucoup plus durement ressentie au Canada que dans la plupart des autres pays industrialisés, nos importations ont chuté de 15% l'an dernier. En conséquence, l'excédent de l'ensemble de nos opérations sur marchandises est passé de \$7,4 milliards en 1981 à \$18,3 milliards en 1982. Ce qui a représenté plus du double du niveau sans précédent de \$8,8 milliards obtenu en 1980, et plus du triple de la moyenne des cinq années précédentes.

Bien que cet assainissement du solde net des échanges ait clairement contribué à atténuer certains effets préjudiciables de la récession, l'amélioration a été largement attribuable à un net recul des importations.

Les données préliminaires pour le premier semestre de 1983 sont un peu plus encourageantes, bien qu'il subsiste certaines préoccupations. Les exportations se sont relevées d'un modeste 2,7%, dépassant l'accroissement de 0,5% des importations et consolidant l'excédent commercial.

Les exportations de produits entièrement ouverts se sont accrues plus que les autres exportations, les ventes de cette catégorie à l'étranger s'élevant de 12% pour passer à \$28,4 milliards. Mais le phénomène reflète le relèvement sensible des exportations de produits automobiles aux États-Unis provoqué par la reprise de la demande américaine de grosses cylindrées, dont nombre sont fabriquées dans des usines canadiennes. Si l'on exclut les ventes de produits automobiles aux États-Unis, nos exportations de produits entièrement ouverts ont régressé de 5% en 1982.

Nos résultats à l'exportation dans les dix-huit derniers mois ont été nettement affectés par la récession mondiale. Mais le problème a été aggravé par un réalignement de monnaies nationales qui n'a pas avantagé les entreprises canadiennes s'efforçant de vendre à l'étranger.

Une monnaie qui s'apprécie cause d'importants problèmes aux exportateurs. Le dollar canadien a maintenu sa valeur par rapport au dollar américain, mais ce dernier s'est pendant la même période considérablement apprécié par rapport à la plupart des autres devises, entraînant une appréciation similaire du dollar canadien. Il en est résulté une importante redistribution de la valeur du commerce par aire géographique, nos ventes s'accroissant aux États-Unis et diminuant au Japon, au Royaume-Uni et dans d'autres pays de la CEE.

Si l'on exclut les États-Unis, nos exportations pendant le premier semestre de cette année ont diminué de 13,6% par rapport à la même période de l'an dernier.

Les problèmes causés par l'appréciation du dollar canadien ont été aggravés par un taux d'inflation plus élevé dans notre pays que dans la plupart des autres économies industrialisées (CEE et Japon mais excluant les USA). Si l'on applique une pondération par les échanges, le dollar canadien s'est apprécié de 11,2% pendant les deux dernières années (en regard de ces monnaies), alors que notre taux d'inflation a été de 6,0% plus élevé, ce qui a entraîné une diminution globale de 17,7% de notre compétitivité sur les marchés étrangers.

Pour les exportateurs qui écoulent leurs produits ailleurs qu'aux États-Unis, il est apparent que le dollar canadien est surévalué; tant que cette situation se maintiendra, il faudra de la part de ces exportateurs un effort constant et soutenu qui soit fortement appuyé par des programmes publics appropriés. Autrement, nos résultats globaux à l'exportation se détérioreront une fois que la reprise économique aura commencé à attirer de plus forts volumes de produits importés.

QUESTIONS INTÉRESSANT LES EXPORTATEURS

Parmi les nombreuses questions étudiées par la Commission pendant l'année, les points suivants ont été jugés comme pouvant avoir le plus d'influence sur le commerce d'exportation.

Mesures fiscales touchant le commerce d'exportation

La Commission reconnaît que les exportations sont affectées par le niveau et la nature des taxes imposées par le Canada comparativement à celles exigées de nos principaux concurrents sur les marchés d'exportation.

Une étude préliminaire de la question commandée par la Commission a montré que les régimes fiscaux de certains autres grands pays industrialisés utilisent divers stimulants fiscaux conçus pour améliorer la compétitivité à l'exportation. Étant donné l'importance de la question, la Commission a conclu qu'une étude approfondie devrait être menée par un organisme indépendant. Elle a en conséquence recommandé que le ministère des Finances parraine une telle étude; le ministre des Finances, M. Lalonde, a annoncé son appui d'une telle étude dans son discours du budget du 19 avril. L'étude sera menée par le Conseil consultatif de la recherche commerciale internationale du Conference Board du Canada.

Le dossier est complexe. Il faudra d'abord procéder à l'examen détaillé d'un certain nombre de secteurs industriels donnés. On comparera, pour chaque secteur, le traitement fiscal des entreprises au Canada et chez certains de nos principaux concurrents. La finalisation de la première phase devrait prendre environ 18 mois. La deuxième phase sera consacrée à un examen de la façon dont les résultats d'un secteur à l'exportation seraient modifiés par des changements dans notre régime fiscal. Toutefois, cette question ne pourra pleinement recevoir réponse qu'en examinant l'économie canadienne en tant que système intégré plutôt que comme une série de secteurs distincts. Il est difficile de savoir précisément le temps qu'il faudra pour achever la phase II, mais il faudra probablement prévoir un an.

Une fois que seront connus les résultats des travaux du Conference Board, la Commission présentera des recommandations visant à corriger toute lacune du régime fiscal canadien qui influe sur notre compétitivité à l'exportation.

L'an dernier, la Commission s'est intéressée à la question de l'imposition des revenus gagnés à l'étranger par des particuliers. Elle a recommandé de modifier la déduction d'impôt canadien pour emploi à l'étranger; et le gouvernement a réagi en présentant une mesure appropriée dans le budget d'avril. Il est proposé de remplacer l'actuelle déduction par un crédit d'impôt visant à mettre les Canadiens qui travaillent à l'étranger dans une position fiscale comparable à celle offerte par d'autres pays, et d'améliorer ainsi la position concurrentielle des entreprises canadiennes travaillant sur des projets internationaux. La Commission félicite le gouvernement pour avoir rapidement donné suite à cette recommandation. Le gouvernement du Québec a lui aussi pris des mesures pour corriger la situation en ce qui concerne les résidents de cette province.

Financement à l'exportation

Les membres de la Commission ont consacré passablement de temps à la grande question du financement des exportations. Le marché international des projets d'équipement est devenu encore plus concurrentiel et difficile pour les fournisseurs canadiens, situation qui a été aggravée par la faiblesse du marché intérieur et par l'appréciation du dollar canadien par rapport à presque toutes les autres devises, exception faite du dollar américain.

La Société pour l'expansion des exportations (SEE) mène ses opérations en vertu de la Loi sur l'administration financière et est tenue de rentabiliser l'ensemble de ses opérations. On recon-

naît que la SEE fait de l'excellent travail dans les limites de son mandat. L'abandon des "frais de financement et de service" en faveur d'une "commission d'encours" plus uniforme a été généralement accepté, bien qu'il y ait une certaine insatisfaction quant au taux appliqué. Mentionnons également d'autres heureuses initiatives comme l'annonce récente de la suppression de tout recours contre l'exportateur dans la garantie-opération individuelle à moyen terme que la SEE consent à une institution financière fournissant des crédits à l'exportateur, ainsi que la simplification des services d'achat de billets à ordre et de forfaitage de la SEE touchant les petites transactions.

Il semble que d'autres pays appuient davantage leurs exportations que ne le fait le Canada. Bien que n'étant pas en faveur d'un subventionnement de l'industrie nationale, la Commission croit que, lorsqu'il s'agit de marchés d'exportation, le gouvernement doit être disposé à fournir une assistance comparable à celle offerte par les pays concurrents.

À cet égard, la Commission note avec plaisir que le gouvernement a accepté de renforcer et d'élargir sa capacité de répondre plus rapidement et plus efficacement aux besoins de nos gens d'affaires en fournissant un financement compétitif au titre des exportations et des projets dans les pays du tiers monde. Une autre mesure positive a été l'adoption récente d'un projet de loi visant à hausser les plafonds applicables aux prêts et aux assurances de la SEE.

Réorganisation du gouvernement

La Commission s'est sérieusement intéressée à l'effet qu'a eu sur les services aux exportateurs la fusion des responsabilités commerciales de l'ancien ministère de l'Industrie et du Commerce au ministère des Affaires extérieures. Bien que l'on ne voie pas encore clairement tous les effets de ce fusionnement, auquel est venu récemment s'ajouter une réorganisation au sein des Affaires extérieures, il semble qu'il n'y ait pas eu de sérieuse diminution du niveau des services. On continue de louer le travail des missions à l'étranger ainsi que l'appui offert par le gouvernement à certains projets.

La Commission voit comme un développement positif les récents changements organisationnels au sein du ministère des Affaires extérieures en vue de regrouper la responsabilité de toutes les politiques et de tous les programmes à vocation géographique en cinq nouveaux grands secteurs, et elle se réjouit de la nomination récente, tant au Canada qu'à l'étranger, d'agents supérieurs ayant une bonne expérience du commerce.

La Commission est d'avis que ce n'est pas la réorganisation, mais plutôt la performance commerciale du gouvernement qui devrait être le principal point d'intérêt. Toutefois, on s'inquiète par exemple que la politique et les relations commerciales puissent être accentuées aux dépens de l'expansion du commerce. L'un des points forts du Canada en matière d'exportation a été le haut niveau de compétence et d'appui fourni par nos délégués commerciaux, et notre pays y perdrait beaucoup s'il n'avait plus leur collaboration.

On s'inquiète également beaucoup que la séparation établie entre les compétences sectorielles du MEIR et les services du MAE responsables de la promotion du commerce ne vienne entraver l'échange de renseignements sur les marchés ainsi que le repérage des débouchés. D'après la Commission, une étroite collaboration entre les deux ministères est essentielle pour assurer la circulation de l'information.

Rapports entre l'aide et le commerce

À la suite des recommandations faites par la Commission l'an dernier concernant un certain nombre de questions importantes liées aux politiques de l'ACDI, le gouvernement a accepté

que l'ACDI continue d'approfondir sa connaissance de l'expertise et de la compétence des entreprises canadiennes ayant une expérience à l'étranger ainsi qu'une capacité de prestation de services, et que les entreprises soient encouragées à manifester leur intérêt à l'ACDI. L'Agence a déjà pris des mesures pour que l'Association canadienne d'exportation puisse remettre à ses membres un relevé des pays bénéficiaires de l'ACDI ainsi que des grands secteurs dans lesquels l'Agence concentre ses programmes.

Le gouvernement a également confirmé son intention d'accroître le programme bilatéral et d'assujettir davantage l'aide à l'achat de biens et de services canadiens.

Le gouvernement entend également revoir la question de la participation du Canada à la dotation des banques multilatérales de développement dans l'optique de la grande question des moyens par lesquels nos exportateurs pourraient accroître leur part des projets financés par ces organisations.

Commerce de contrepartie

Ces dernières années, la pratique du commerce de contrepartie est devenue un phénomène relativement commun. Même si l'exportateur préfère être payé en devises fortes, les réalités du marché exigent qu'il se familiarise avec les complexités et les dangers de ce mécanisme commercial sophistiqué. Sauf pour les organisations les plus importantes, les sociétés exportatrices auront besoin d'une aide d'experts, du moins pour leurs premières expériences d'un tel commerce.

La Commission reconnaît que les besoins de l'exportateur canadien peuvent évoluer au fur et à mesure qu'il se familiarise avec le commerce de contrepartie, et elle a recommandé qu'un Centre d'information sur le commerce de contrepartie soit établi sous l'égide de l'Association canadienne d'exportation et avec l'appui de l'Association des manufacturiers canadiens. Elle a également recommandé que le Centre soit dirigé par un agent des Affaires extérieures ayant une expérience dans ce domaine. On prévoit que le Centre serait en opération pour une période initiale de deux ans, après quoi une évaluation serait faite de son rôle et de la nécessité d'une participation permanente du gouvernement.

La Commission reconnaît également que les règlements en vigueur ne permettent pas aux banques canadiennes de soutenir la concurrence des institutions financières de nos partenaires. Elle est d'avis qu'il faudrait songer aux changements à apporter pour permettre aux banques canadiennes de fournir une gamme complète de services de financement à leurs clients exportateurs.

Canagrex

La Commission s'est inquiétée de la proposition visant l'établissement d'une société canadienne pour l'exportation des produits agricoles, et ses membres se sont tout particulièrement opposés aux vastes pouvoirs dont jouirait la société Canagrex, selon le projet de loi, pour agir à titre d'entité commerciale. La Commission a plutôt appuyé la position prise par l'Association canadienne d'exportation et seize autres associations commerciales, coopératives et de consommateurs qui ont réclamé la tenue immédiate d'une conférence réunissant toutes les parties intéressées pour établir un consensus plus large sur des mesures visant à valoriser les exportations canadiennes de produits agricoles et alimentaires.

Le gouvernement a plutôt choisi de pousser l'adoption du projet de loi, et la Commission a recommandé des limites au financement de Canagrex ainsi que des restrictions à ses activités.

Les membres étaient d'avis que la nouvelle société ne devrait pas pouvoir participer à des secteurs que l'industrie privée exploite déjà efficacement, mais qu'elle devrait plutôt s'attacher à combler toutes les lacunes existantes afin de mieux appuyer la commercialisation des produits agricoles.

Le budget et le personnel initialement proposés pour Canagrex sont conformes aux recommandations de la Commission. La Commission effectuera des évaluations périodiques de la façon dont Canagrex s'acquitte de son mandat.

Politique commerciale

Pendant l'année, les membres ont accordé passablement d'attention à la question de la politique commerciale afin d'aider le gouvernement dans son examen de cette question. Les membres ont jugé qu'une économie nationale forte et efficiente est une condition préalable au relèvement des exportations, et que les politiques intérieures devraient viser la mise sur pied d'industries dont la rentabilité s'appuiera sur l'avantage naturel et qui ne seront pas tributaires de mesures de protection ou d'un appui spécial pour assurer leur viabilité à long terme. Les politiques industrielles et commerciales devraient être conçues de façon à renforcer les forces sélectives naturelles en récompensant les sociétés efficaces et prospères plutôt qu'en appuyant les canards boiteux. Les politiques devraient être fondées sur des principes généraux – par exemple assurer que les entreprises canadiennes ne sont pas désavantagées d'un point de vue fiscal lorsqu'on les compare aux sociétés de pays concurrents, et assurer qu'elles disposent d'un financement concurrentiel à l'exportation – et éviter dans toute la mesure du possible la nécessité pour les bureaucrates de porter à l'avance des jugements quant au secteur, à l'industrie ou à la société qui devrait connaître du succès. Les industries, les sociétés et les secteurs préférés changeront graduellement au fur et à mesure que se modifiera l'environnement extérieur; il faudrait donc éviter les programmes rigides basés sur des situations dépassées.

La Commission a été encouragée par le libellé de la Déclaration ministérielle du GATT, ainsi que par la déclaration subséquente dans laquelle les participants au Sommet économique de Williamsburg s'engageaient "à donner un coup d'arrêt au protectionnisme et, à mesure que la reprise se confirme, à l'écarter en démantelant les obstacles au commerce; à poursuivre activement les travaux en cours au sein du GATT; à résoudre les problèmes actuels du commerce; et à accorder une importance particulière à l'intensification des échanges avec et entre les pays en voie de développement", et elle attend des mesures gouvernementales visant à réaliser ces objectifs louables.

Productivité

Dans les dix dernières années, le taux de croissance de la productivité du secteur manufacturier au Canada a été moindre qu'aux États-Unis et qu'au Royaume-Uni, et sensiblement moins élevé qu'au Japon, en France et en Allemagne de l'Ouest. On estime que la production canadienne par heure travaillée est maintenant sensiblement moins élevée qu'aux États-Unis. Cette détérioration de la productivité au Canada inquiète la Commission.

Si une partie de cette piètre performance peut être attribuée à la morosité du climat économique au pays ainsi qu'à la faible croissance du capital utilisé par travailleur, ses causes fondamentales sont diverses et complexes. Il est clair que capital et main-d'oeuvre doivent être utilisés plus efficacement et les nouvelles techniques appliquées plus rapidement, et que les actuels obstacles à la réalisation de ces objectifs doivent être éliminés.

La Commission considère la productivité comme étant la clé de la compétitivité au plan international, et elle endosse par conséquent la proposition du gouvernement d'établir un Centre national pour l'accroissement de la productivité et de l'emploi. Elle a recommandé qu'un comité mixte de représentants syndicaux-patronaux soit établi pour préciser les fonctions détaillées de ce centre; la Commission est heureuse de noter la création récente d'un tel comité.

Tarifs ferroviaires et exportations

Une bonne partie de nos exportations de marchandises doit être acheminée par train sur de longues distances pour atteindre le port de sortie. Lors de l'expédition de grandes quantités à valeur relativement faible, les coûts de distribution peuvent constituer une part substantielle du prix de vente au port. Selon les membres, lorsque les relèvements des taux de fret ferroviaire applicables aux matières destinées à la consommation intérieure et importées étaient limités par le programme du "6-5%", il y avait risque que les taux applicables aux matières exportées soient accrus démesurément par les sociétés de chemin de fer afin de compenser le déficit de leurs recettes. Afin d'empêcher de telles situations, la Commission a recommandé que les compagnies ferroviaires se voient interdire de recouvrer toute perte sur les tarifs intérieurs en haussant les taux à l'exportation plus que ne le justifient les relèvements de frais liés à ces taux. Les membres se sont réjouis de la mesure prise subséquemment par le gouvernement pour rendre les taux de fret ferroviaire à l'exportation conformes au programme du "6-5%".

Il y a également eu des discussions concernant les changements proposés à la législation régissant les tarifs de transport des céréales par chemin de fer. La Commission endosse les changements proposés au tarif du Nid-de-corbeau, étant d'avis que les sociétés de chemin de fer devraient pouvoir recouvrer leurs frais d'acheminement des céréales afin d'éviter l'octroi mutuel de subventions par les expéditeurs d'autres marchandises et de fournir aux sociétés exploitantes des crédits leur permettant d'élargir leur réseau de façon à pouvoir répondre aux futurs relèvements du volume des matières destinées à l'exportation. La Commission n'a pas pris position sur les moyens par lesquels les sociétés ferroviaires devraient être compensées pour leur acheminement des céréales, croyant que cette question devrait être réglée par des discussions entre les parties intéressées.

Meilleure sensibilisation aux exportations du Canada

La Commission a toujours reconnu la nécessité de mieux sensibiliser la population et le milieu des affaires à l'importance des exportations pour l'économie canadienne. Une première mesure a consisté à accepter un programme de prix à l'exportation visant à reconnaître l'excellence en la matière. Ce programme a été officiellement annoncé en octobre 1982 par l'honorable Ed Lumley: c'était le dernier geste qu'il posait officiellement comme ministre du Commerce international. L'objectif des prix est de faire connaître les contributions positives et substantielles que les exportations apportent à l'économie canadienne. Un comité de Canadiens éminents a été établi pour recommander des candidats à même une liste d'entreprises choisies ou présentant leur candidature: les premiers prix devraient être présentés à la réunion annuelle que tiendra l'Association canadienne d'exportation en octobre 1983.

Une autre initiative chaudement endossée par la Commission est la désignation du mois d'octobre comme Mois du commerce extérieur canadien: pendant ce mois, des activités seront prévues dans l'ensemble du pays afin de souligner l'importance des exportations pour l'économie et pour tous les Canadiens. Les membres ont accepté de prendre la parole à diverses occasions pour appuyer cet objectif, et les organismes et ministères fédéraux et provinciaux ainsi que nombre d'organisations privées participent activement aux activités liées à l'organisation de ce Mois du commerce extérieur.

Préoccupations provinciales

Pendant l'année considérée, la Commission a reçu des mémoires des gouvernements du Manitoba, du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse et de l'Alberta pendant les rencontres qu'elle a tenues dans ces provinces. Si l'on conjugue ces présentations aux vues exprimées par d'autres provinces l'an dernier, on voit émerger un certain nombre de thèmes touchant les exportations.

L'amélioration des relations commerciales avec les États-Unis est jugée comme ayant une grande importance. L'incidence des politiques intérieures sur le commerce d'exportation doit être étudiée plus en détail par les gouvernements provinciaux et fédéral avant que des changements ne soient apportés. Les services de financement à l'exportation doivent être améliorés. Des efforts plus grands sont requis pour améliorer la compétitivité des Canadiens sur les marchés étrangers. Toutes les provinces préconisent une meilleure coopération fédérale-provinciale pour concevoir et appliquer des stratégies de marketing plus efficaces. Les mécanismes de consultation et de coopération fédérales-provinciales doivent être élargis et renforcés.

La plupart de ces questions ont déjà été abordées par la Commission, et continueront de constituer des points d'étude prioritaires. Il est clair que les gouvernements provinciaux se montrent de plus en plus intéressés par les questions de commerce extérieur: à un certain nombre de reprises, ils ont prouvé qu'ils étaient prêts à appuyer les exportateurs lorsqu'il leur semblait y avoir un appui fédéral insuffisant. Bien que cette reconnaissance de l'importance des exportations soit encourageante, il y a un risque de dédoublement et de fragmentation des services aux exportateurs. Il faudra que le gouvernement fédéral tienne sérieusement compte des besoins régionaux et qu'il maintienne d'étroites communications avec les provinces pour empêcher ces dédoublements qui pourraient entraîner un relèvement des coûts et une diminution de l'efficacité des programmes à l'exportation. Les programmes provinciaux devraient compléter les programmes fédéraux; certaines indications récentes nous portent à croire qu'il y a eu une amélioration des relations entre les deux paliers de gouvernement touchant les questions commerciales, amélioration qui devrait contribuer à redresser la situation.

ACTIVITÉS FUTURES

Pendant ses deux premières années d'activité, la Commission s'est délibérément donné un rôle réactif. Cette méthode de fonctionnement a été choisie en raison du grand nombre des questions qui devaient être examinées. Cet arriéré a maintenant été largement éliminé; et bien qu'il continuera toujours à y avoir un certain besoin de réagir aux situations qui surviennent brusquement et qui exigent son attention, la Commission aura maintenant davantage de temps à consacrer aux questions qu'elle choisit d'examiner. Elle aura pour priorités de préparer des projets de modifications aux politiques et aux programmes, de surveiller les politiques, les programmes et les structures du gouvernement, et de servir en quelque sorte d'auditoire critique pour les ministres.

Certains changements sont également prévus en ce qui touche la fréquence et le lieu de tenue des réunions. Afin d'en optimiser l'efficacité, les membres ont décidé de réduire à cinq le nombre des réunions qu'ils tiennent chaque année, tout en en allongeant la durée. Des rencontres de deux jours seraient également tenues chaque année dans l'Ouest et dans l'Est, les autres réunions se tenant dans le centre du pays.

Certaines des questions discutées dans ce rapport resteront à l'ordre du jour de la Commission, qui a d'ailleurs déjà créé des sous-comités chargés d'importants domaines comme l'imposition, le financement et l'interaction entre le commerce et l'aide. Parmi les autres grandes questions qui deviendront également des sujets d'étude, mentionnons les stratégies et programmes de nos concurrents, la sensibilisation et l'éducation en matière d'exportation, ainsi que le commerce des services.

La Commission continue de demander l'avis de toutes les parties intéressées sur ces questions ainsi que sur d'autres problèmes liés à l'exportation. On trouvera à l'annexe III la liste des mémoires présentés l'an dernier par des groupes industriels, des gouvernements provinciaux et d'autres groupes intéressés. Ces mémoires nous donnent une occasion intéressante d'échanger des renseignements et des opinions, processus que les membres entendent poursuivre pendant l'année qui vient.

ANNEXE I

MANDAT DE LA COMMISSION

La Commission pour l'expansion du commerce extérieur, présidée par un membre du secteur privé, fera au gouvernement des recommandations spécifiques sur:

- i) les objectifs et les priorités des politiques en matière d'exportation;
- ii) les marchés de concentration et les stratégies de commercialisation;
- iii) les améliorations ou les modifications à apporter à la conception et à la mise en oeuvre des politiques et des programmes dans le domaine de l'expansion du commerce d'exportation, surtout à la lumière du rendement du Canada au commerce extérieur et de sa position concurrentielle internationale;
- iv) les besoins particuliers des petites et moyennes entreprises en ce qui touche l'aide à l'expansion des exportations;
- v) les améliorations à apporter au chapitre de la coordination et de l'uniformité, à l'échelle gouvernementale, des objectifs et les activités touchant l'expansion des exportations dans tout le gouvernement, et
- vi) l'affectation des ressources consacrées à l'expansion des exportations.

ANNEXE II

COMPOSITION DE LA COMMISSION
1982-1983

PRÉSIDENT

M. R.E. Hatch
Président
Canpotex Limited
Suite 4130, Commerce Court West
Toronto (Ontario)
M5L 1E8

MEMBRES DU SECTEUR PRIVÉ

M. B. Beneteau
Vice-président du Conseil
d'administration
Northern Telecom Canada
P.O. Box 458, Station A
Mississauga, Ontario
L5A 3A2

M. J. Bragg*
Président-directeur général
Oxford Frozen Foods Ltd.
Main Street
P.O. Box 220
Oxford, Nouvelle-Écosse
B0M 1P0

M. J. Buchanan
Président
Syndicat canadien des travailleurs
du papier
1155 Sherbrooke ouest
Montréal (Québec)
H3A 2N3

M. H. Crookell
Directeur
Centre du commerce international
Université Western Ontario
1151 Richmond Street
London, Ontario
N6A 3K7

M. C. Dagenais
Président du Conseil d'administration
d'administration
Groupe SNC
1 Complexe Desjardins
C.P. 10, Succ. Desjardins
Montréal (Québec)
H5B 1C8

M. M. Desjardins**
Président
CEGIR Inc.
2 Complexe Desjardins
C.P. 160
Montréal (Québec)
H5B 1B3

M. M. Drouin
Président du Conseil
d'administration
Dominion Engineering Works Ltd.
1155 boul. Dorchester ouest
Suite 2920
Montréal (Québec)
H3B 2L3

Mme S. Carr
Vice-présidente exécutive
Congrès canadien du travail
2841 Riverside Drive
Ottawa (Ontario)
K1V 8X7

M. R. Cashin*
Président
Newfoundland Fishermen, Food
& Allied Workers
44 Torbay Road
P.O. 5158
St. John's, Terre-Neuve
A1C 5V5

M. K. Hendrick
Président
Noranda Sales Corporation
Commerce Court West, 44th Floor
P.O. Box 45
Toronto, Ontario
M5L 1B6

M. N. Hill**
Président
Develcon Electronics Ltd.
856-51st Street E
Saskatoon, Saskatchewan
S7K 5C4

M. A. McCain*
Président
McCain Produce Co. Ltd.
Florenceville, N.B.
E0J 1K0

M. D. Montgomery
Secrétaire-trésorier
Congrès canadien du travail
2841 Riverside Drive
Ottawa (Ontario)
K1V 8X7

M. P. Gérin-Lajoie*
Président
Projecto International Inc.
1110 rue Sherbrooke ouest
Suite 2101
Montréal (Québec)
H3A 1G8

Mme D. Hall
Première vice-présidente
NOVA, société de l'Alberta
801 - 7th Ave. S.W.
P.O. Box 2535, Postal Stn. M.
Calgary, Alberta
T2P 2N6

Mme L. Nichol
Présidente
Pirjo-Liisa Fashions Ltd.
2070 Notre Dame Avenue
Winnipeg, Manitoba
R3H 0J8

M. N. Reimer**
Directeur national
Energy & Chemical Workers' Union
44-9912 106th Street
Edmonton, Alberta

M. W. Rix, Jr.
Président
Charlottetown Metal Products
46-49 Allen Street
Charlottetown, I.-P.-E.
A0C 1L0

M. R. Rogers*
Président
Canada Harbour Place Corporation
999 West Hastings Street
Vancouver, C.B.
V6C 2W2

M. J. Munro*
Président, Conseil régional
numéro 1
International Woodworkers of
America
#500-1285 West Pender Street
Vancouver, C.B.
V6E 4B2

M. J.E.M. Newall
Président et directeur général
Dupont Canada Inc.
P.O. Box 2200
Streetsville Postal Stn.
Mississauga, Ontario
L5M 2H3

MEMBRES DU SECTEUR PUBLIC

M. R.A. Anderson**
Sous-ministre adjoint
Secteur de l'expansion du
commerce
Ministère des Affaires
extérieures
Édifice Lester B. Pearson
125 promenade Sussex
Ottawa (Ontario)
K1A 0G2

M. S. Cloutier
Président
Société pour l'expansion des
exportations
110 rue O'Connor
C.P. 655
Ottawa (Ontario)
K1P 5T9

M. J.E.G. Howarth
Président
Corporation commerciale
canadienne
Tour B, Place de Ville
17^e étage
Ottawa (Ontario)
K1A 1E9

M. R.G.P. Styles
Premier vice-président exécutif
Division du commerce mondial et
des banques marchandes
Banque Royale du Canada
Royal Bank Plaza
Toronto, Ontario
M5J 2T5

M. G. Warner
Vice-président et directeur
général de la fabrication
General Motors of Canada Ltd.
215 William Street E.
Oshawa, Ontario
L1G 1K7

Mme M. Catley-Carlson**
Présidente
Agence canadienne de développement
international
Place du Centre
200 promenade du Portage
Hull (Québec)
K1A 0G4

M. B. Drabble
Sous-ministre associé
Ministère des Finances
Place Bell Canada
160 rue Elgin
Ottawa (Ontario)
K1A 0G5

M. A. Kroeger**
Secrétaire du département
d'État au développement
économique et régional
Édifice Jackson
122 rue Bank
Ottawa (Ontario)
K1A 1E7

M. R. Johnstone
Sous-ministre (Commerce
international) et Coordonnateur
des relations économiques
internationales
Ministère des Affaires
extérieures
Édifce Lester B. Pearson
125, promenade Sussex
Ottawa (Ontario)
K1A 0G2

M. C.T. Charland*
Sous-ministre adjoint
Expansion du commerce
Ministère des Affaires de développement
extérieures
Immeuble Lester B. Pearson
125, Sussex Drive
Ottawa, Ontario
K1A 0G2

M. G. Ritchie**
Sous-ministre associé
Ministère de l'Industrie et du
Commerce/Expansion économique
régionale
Édifce C.D. Howe, 235 rue Queen
11^e étage, aile est,
Ottawa (Ontario)
K1A 0H5

M. W. McWhinney*
A/ Président
Agence canadienne de développement
international
Place du Centre
200 Promenade du Portage
Hull, Quebec
K1A 0G4

* A quitté la Commission le 30 juin 1983

** A été nommé le 1^{er} septembre 1983

ANNEXE III

RENCONTRES TENUES ET MÉMOIRES REÇUS
EN 1982-1983

2 septembre 1982	Winnipeg	Gouvernement du Manitoba Prairie Implement Manufacturer's Association Manitoba Fashion Institute
28 septembre 1982	Ottawa	
20 octobre 1982	Ottawa	Canola Crushers of Western Canada
1 ^{er} décembre 1982	Halifax	Gouvernement de la Nouvelle-Écosse Gouvernement du Nouveau-Brunswick
11 janvier 1983	Ottawa	Chambre de commerce du Canada Association canadienne d'exportation
17 février 1983	Edmonton	Gouvernement de l'Alberta Coal Association of Canada
13 avril 1983	Ottawa	Corporation commerciale canadienne Motors Trading Corporation Association des manufacturiers canadiens Association canadienne des manufacturiers de produits alimentaires
7 et 8 juin 1983	Saint-Jean	New Brunswick Trade Development Board

APPENDIX III

MEETINGS HELD AND PRESENTATIONS RECEIVED IN 1982/83

September 2, 1982	Winnipeg	Government of Manitoba Prairie Implement Manufacturer's Assoc. Manitoba Fashion Institute
September 28, 1982	Ottawa	
October 20, 1982	Ottawa	Canola Crushers of Western Canada
December 1, 1982	Halifax	Government of Nova Scotia Government of New Brunswick
January 11, 1983	Ottawa	Canadian Chamber of Commerce Canadian Export Association
February 17, 1983	Edmonton	Government of Alberta Coal Association of Canada
April 13, 1983	Ottawa	Canadian Commercial Corporation Motors Trading Corporation Canadian Manufacturers Association Canadian Food Processors Association
June 7, 1983	Saint John	New Brunswick Trade Development Board

PUBLIC SECTOR MEMBERS (Cont'd)

Mr. C.T. Charland*

Assistant Deputy Minister

Trade Development

Department of External Affairs

Lester B. Pearson Building

125 Sussex Drive

Ottawa, Ontario

K1A 0G2

Mr. W. McWhinney*

A/ President

Canadian International

Development Agency

Place du Centre

200 Promenade du Portage

Hull, Quebec

K1A 0G4

* Retired as of June 30, 1983

** Appointed as of September 1, 1983

Mr. R.C. Montreuil*

Deputy Minister

Department of Industry, Trade

& Commerce/Regional Economic

Expansion

235 Queen Street

Ottawa, Ontario

K1A 0H5

Mr. W. Teschke*

Secretary of Ministry of

State for Economic and

Regional Development

Jackson Building

122 Bank Street

Ottawa, Ontario

K1A 1E7

PUBLIC SECTOR MEMBERS

Mr. R.A. Anderson**
 Assistant Deputy Minister
 International Trade Development Branch
 Department of External Affairs
 Lester B. Pearson Building
 125 Sussex Drive
 Ottawa, Ontario
 K1A 0H5

Mrs. M. Catley-Carlson**
 President
 Canadian International
 Development Agency
 Place du Centre
 200 Promenade du Portage
 Hull, Quebec
 K1A 0G4

Mr. S. Cloutier
 President
 Export Development Corporation
 110 O'Connor Street
 P.O. Box 655
 Ottawa, Ontario
 K1P 5T9

Mr. B. Drabble
 Associate Deputy Minister
 Department of Finance
 Place Bell Canada
 160 Elgin Street
 Ottawa, Ontario
 K1A 0G5

Mr. J.E.G. Howarth
 President
 Canadian Commercial Corporation
 Tower "B", Place de Ville
 17th Floor
 Ottawa, Ontario
 K1A 1E9

Mr. A. Kroegeger**
 Secretary of Ministry of State for
 Economic and Regional Development
 Jackson Building
 122 Bank Street
 Ottawa, Ontario
 K1A 1E7

Mr. G. Ritchie**
 Associate Deputy Minister
 Department of Industry, Trade and
 Commerce and Department of
 Regional Economic Expansion
 C.D. Howe Bldg., 235 Queen Street
 11th Floor, East Wing
 Ottawa, Ontario
 K1A 0H5

Mr. R. Johnstone
 Deputy Minister (International
 Trade) & Co-ordinator for
 International Economic Relations
 Department of External Affairs
 Lester B. Pearson Building
 125 Sussex Drive
 Ottawa, Ontario
 K1A 0G2

PRIVATE SECTOR MEMBERS (Cont'd)

Mr. R. Rogers*

Chairman

Canada Harbour Place Corporation

999 West Hastings Street

Vancouver, B.C.

V6C 2W2

Mr. R.G.P. Styles

Senior Executive Vice President

International and Corporate Banking

The Royal Bank of Canada

Royal Bank Plaza

Toronto, Ontario

M5J 2T5

Mr. G. Warner

Vice President &

General Manufacturing Manager

General Motors of Canada Ltd.

215 William Street E.

Oshawa, Ontario

L1G 1K7

PRIVATE SECTOR MEMBERS (Cont'd)

Mr. M. Drouin Chairman of the Board Dominion Engineering Works Ltd. 1155 Dorchester Blvd. W. Suite 2920 Montreal, Quebec H3B 2L3	Mr. P. G��rin-Lajoie* President Projecto International Inc. 1110 Sherbrooke St. W. Suite 2101 Montreal, Quebec H3A 1G8	Ms. D. Hall Senior Vice President NOVA, An Alberta Corporation 801 - 7th Avenue S.W. P.O. Box 2535, Postal Stn. M Calgary, Alberta T2P 2N6	Mr. K. Hendrick President Noranda Sales Corporation Commerce Court West, 44th Floor P.O. Box 45 Toronto, Ontario M5L 1B6	Mr. N. Hill** President Develcon Electronics Ltd. 856 - 51st Street East Saskatoon, Saskatchewan S7K 5C7	Mr. A. McCain* President McCain Produce Co. Ltd. Florenceville, N.B. E0J 1K0
Mr. D. Montgomery Secretary - Treasurer Canadian Labour Congress 2841 Riverside Drive Ottawa, Ontario K1V 8X7	Mr. J. Munro* President Regional Council Number 1 International Woodworks of America 500-1285 West Pender Street Vancouver, B.C. V6E 4B2	Mr. J.E.M. Newall President & Chief Executive Officer Dupont Canada Inc. P.O. Box 2200 Streetsville Postal Station Mississauga, Ontario L5M 2H3	Mrs. L. Nichol President Prijo-Liisa Fashions Ltd. 2070 Notre Dame Avenue Winnipeg, Manitoba R3H 0J8	Mr. N. Reimer** National Director Energy & Chemical Workers Union 44-9912 106th Street 51-Edmonton, Alberta	Mr. W. Rix, Jr. President Charlottetown Metal Products 46-49 Allen Street Charlottetown, P.E.I. A0C 1L0

MEMBERSHIP OF THE EXPORT TRADE DEVELOPMENT BOARD, 1982/83

APPENDIX II

CHAIRMAN

Mr. R.E. Hatch
President
Canpotex Limited
Suite 4130, Commerce Court West
Toronto, Ontario
M5L 1E8

PRIVATE SECTOR MEMBERS

Mr. B. Beneteau
Vice Chairman of the Board
Northern Telecom Limited
P.O. Box 458, Station A
Mississauga, Ontario
L5A 3A2
Mr. J. Bragg*
President & General Manager
Oxford Frozen Foods Ltd.
Main Street
P.O. Box 220
Oxford, Nova Scotia
B0M 1P0
Mr. J. Buchanan
President
Canadian Paperworker's Union
1155 Sherbrooke Street W.
Montreal, Quebec
H3A 2N3
Mrs. S. Carr
Executive Vice President
Canadian Labour Congress
2841 Riverside Drive
Ottawa, Ontario
K1V 8X7

Mr. R. Cashin*
President
Newfoundland Fishermen Food
& Allied Workers
44 Torbay Road, P.O. 5158
St. John's, Nfld.
A1C 5V5
Dr. H. Crookell
Director
Centre for International Business
University of Western Ontario
1151 Richmond Street
London, Ontario
N6A 3K7
Mr. C. Dagenais
Chairman of the Board
The SNC Group
1 Complexe Desjardins
P.O. Box 10, Desjardins Postal Stn.
Montreal, Quebec
H5B 1C8
Mr. M. Desjardins**
President
CEGIR Inc.
2 Complexe Desjardins
P.O. Box 160
Montreal, Quebec
H5B 1B3

APPENDIX I

MANDATE OF THE EXPORT DEVELOPMENT BOARD

The Export Trade Development Board, chaired by a private sector member, will make specific recommendations to the Government on:

- i) objectives and priorities for overall export policy;
- ii) markets of concentration and marketing strategies;
- iii) improvements or changes in the design and implementation of export trade policies and programs, particularly in light of Canada's trade performance and international competitive position;
- iv) the particular needs of small and medium-sized businesses with respect to export trade development support;
- v) improvements in the co-ordination and coherence of government-wide export development objectives and activities; and
- vi) the allocation of export development resources.

be examined. This backlog has now been largely dealt with, and while there will continue to be some need for a reactive role as situations arise unexpectedly requiring attention, the Board will, in future, have more time to devote to subjects of its own choosing. Priority will be given to developing suggested policy and programme changes, monitoring government policies, programmes and structures and acting as a sounding board for ministers.

Some changes are also planned in the frequency and location of meetings. In order to maximize their effectiveness, members have decided to reduce the total number of meetings to five each year, while increasing the duration. Two day meetings will be held annually in the West and in the East, with the remaining meetings taking place in a central location.

Some of the subjects discussed in this report will remain continuing items, and sub-committees have been in place for some time covering the important areas of taxation, financing and the trade/aid interface. Other major subjects that will also become ongoing areas of study include competitors strategies and programmes, export awareness and education, and trade in services.

The Board continues to seek input from all interested parties on these and any other export related subjects. Presentations made by industry groups, provincial governments and others during the last year are listed in Appendix III. Such presentations provide a valuable opportunity for the interchange of information and opinions, and members look forward to a continuation of this process during the coming year.

Raising Awareness of Exports in Canada

Since its formation the Board has been concerned with the need to raise public and business awareness of the importance of exports to the Canadian economy. An initial step was to endorse an export awards programme aimed at recognizing outstanding export achievement. This programme was formally announced in October 1982 by the Hon. Ed Lumley as his last official act as Minister for International Trade. The purpose of the awards is to publicize the positive and substantial contributions that exports make to the Canadian economy. A committee of distinguished Canadians has been established to recommend candidates from firms nominated or applying for the awards. The first awards are expected to be presented at the Canadian Export Association Annual Meeting in October 1983.

Another initiative which has been wholeheartedly endorsed by the Board is the designation of October as Canada Export Month with activities planned across the country to highlight the importance of exports to the economy and to all Canadians. Members have accepted speaking engagements to support this objective, and federal and provincial agencies and departments and many private sector organizations are actively involved in events associated with Export Trade Month.

Provincial Concerns

During the year under review the Board received presentations from representatives of the governments of Manitoba, New Brunswick, Nova Scotia and Alberta, at the meetings held in those provinces. When taken together with views expressed by other provinces during the previous year, a number of themes concerning exports emerge.

Improved commercial relations with the United States are considered of great importance. The impact of domestic policies on export trade needs greater examination by both provincial and federal governments before introducing changes. Export financing facilities need to be improved. Greater efforts are required to improve Canadian competitiveness in export markets. Stronger federal-provincial co-operation to develop and implement more effective marketing strategies is advocated by all provinces. The mechanisms for federal-provincial consultation and co-operation must be expanded and strengthened.

Most of these subjects have already been given some attention by the Board, and they will continue to be priority items. It is clear that provincial governments are showing an increasing interest in trade matters, and on a number of occasions have demonstrated their readiness to support exporters in cases where federal government support was perceived to be deficient. While this recognition of the importance of exports is encouraging, there is a danger that duplication and fragmentation of export services could result. Close attention by the federal government to regional requirements and close communications with the provinces will be required to prevent such duplication that could lead to increased costs and reduced effectiveness of export programmes. Provincial programmes should complement federal programmes and there are some recent indications of improved relationships regarding trade matters between the two levels of government which should assist the situation.

FUTURE ACTIVITIES

During its first two years of operation the Board has operated, deliberately, in a reactive role. This method of operation was selected because there was a backlog of subjects waiting to

The Board was encouraged by the content of the GATT Ministerial Declaration, and by the subsequent declaration from the Williamsburg Economic Summit "to halt the trade protectionism and reverse it by dismantling trade barriers as economic recovery proceeds; to pursue current work programs in the GATT and resolve trade problems; and to emphasize trade liberalization with and among developing countries", and looks forward to governmental actions designed to accomplish these commendable goals.

Productivity

During the last ten years the rate of manufacturing productivity growth in Canada has been lower than in the United States and the United Kingdom and substantially lower than in Japan, France and Germany. It is estimated that Canadian output per man hour is now measurably lower than in the United States. This deterioration of Canada's productivity performance is a matter of concern to the Board.

While part of this poor performance can be identified with recent weak economic conditions in this country, and a slow growth in capital employed per worker, the underlying causes are varied and complex. It is clear that capital and labour must be used more effectively and new technology applied more promptly, and that existing constraints that hamper achievement of these goals must be eliminated.

The Board considers productivity to be a key to international competitiveness, and accordingly endorses the government's proposal to establish a national centre to promote higher productivity and employment growth. It recommended that a joint committee of labour and management representatives be set up to determine the detailed functions of this centre, and the Board is pleased to note the recent establishment of such a committee.

Export Rail Rates

A large proportion of this country's commodity exports must be moved long distance by rail to the port of exit. With large volume, relatively low value materials, distribution costs can represent a substantial proportion of the selling price at the port. Consequently members were concerned that when rail rate increases on domestic and imported materials were limited by the "6 and 5" restraint programme, there was a risk that export rates might be increased disproportionately by the railways in order to make up the shortfall in revenue. In order to prevent such occurrences the Board recommended that railways be prevented from recovering any losses on domestic rates by raising export rates more than were justified by cost increases applying to such export rates. Members were gratified by the subsequent government action to bring export rail rates within the "6 and 5" restraint programme.

Discussion also took place regarding proposed changes to the legislation governing rail rates for grain. The Board endorses the proposed changes in the Crow Rate, on the basis that the railways should be enabled to recover their cost of shipping grain, both in order to avoid cross-subsidization by shippers of other commodities and to provide the railways with sufficient funds to enable them to expand the rail system to handle future increases in the volume of export materials. The Board took no position on the means whereby the railways should be compensated for grain movements, believing that this question should be resolved by discussion between the interested parties.

The Board recognizes that the needs of the Canadian exporter may change as he develops expertise in counter-trade, and has recommended that a Counter-Trade Information Centre (CTIC) be established under the auspices of the Canadian Export Association and with the support of the Canadian Manufacturers' Association. It is also recommended that the CTIC be headed by an officer from External Affairs experienced in this field. It is envisaged that the CTIC would operate for an initial period of two years, after which time an assessment would be made of its future role and the need for ongoing government involvement.

The Board also recognizes that under current regulations the Canadian banks cannot compete equally with the financial institutions of our export competitors. It believes that consideration should be given to necessary changes to allow Canadian banks to provide a complete range of trade financing services to their clients.

Canagrex

The Board was concerned by the proposal to establish a Canadian agricultural export corporation, and members were particularly opposed to the apparent wide authority, contemplated in the legislation, to allow Canagrex to operate as a trading entity. Instead, the Board supported the position taken by the Canadian Export Association and sixteen other trade, co-operative and consumer associations that called for an immediate conference of all interested parties to establish a broader consensus on measures to enhance Canada's exports of agriculture and food products.

The government chose instead to proceed with the legislation, and the Board recommended limitations on the funding of Canagrex and restrictions on the activities that it would undertake. Members were of the opinion that the new corporation should be constrained from becoming involved in areas where the private sector is already operating effectively, but rather should concentrate on filling any existing gaps in support of agricultural marketing.

The proposed initial budget and staffing for Canagrex is in line with the Board's recommendations. Evaluations of Canagrex's progress in filling the target role will be conducted by the Board from time to time.

Trade Policy

The question of trade policy was given considerable attention during the year in order to assist the Government in its review of this subject. It was felt that a strong, efficient domestic economy is a prerequisite for increased exports, and that domestic policies should be directed towards the development of healthy industries based on natural advantage, and not dependent on protection or special support for long term viability. Industrial and trade policies should be designed to reinforce natural selective forces by rewarding efficient, successful companies rather than supporting unsuccessful ones. Policies should be based on overall principles and should avoid to the greatest extent possible the need for bureaucratic pre-judgments as to which sector, industry or company is likely to be successful. (Example: to ensure that Canadian companies are not disadvantaged from a tax standpoint when compared to companies in competing countries, and to ensure that competitive export financing is available) Over time, preferred sectors, industries and companies will change as the external environment changes, and rigid programmes based on previous conditions should be avoided.

Government Reorganization

The effect on the services offered to exporters by the amalgamation of the trade responsibilities of the former Department of Industry, Trade and Commerce with External Affairs has been monitored closely during the last year. While the final effect is still unclear, and will be influenced by the recent reorganization within External Affairs, it appears that a serious decrease in service has not occurred. There remains high praise for overseas posts and for government support on specific projects.

The Board views as positive the recent organizational changes within the Department of External Affairs to concentrate responsibility for all geographically-focused policies and programs in five new geographic branches. It welcomes the recent appointment, both at home and abroad, of senior officers with substantial trade experience.

The Board is of the view that the government's trade performance not the reorganization should be the major concern. Nevertheless, there is concern, for example, that trade policy and trade relations may be emphasized at the expense of trade promotion. One of Canada's exporting strengths has been the high level of expertise and support provided by our Trade Commissioners, and the country would suffer a major cost if this was lost.

Another substantial concern is that the separation of industry sector expertise in DRIE from the units in External Affairs responsible for trade development will decrease the flow of market intelligence as well as information on bid opportunities and sourcing capabilities. The Board emphasizes the importance of the working relationship of the two departments to ensure information is exchanged.

Aid Trade Relationships

Following the recommendations made by the Board last year concerning a number of important issues relating to C.I.D.A. policies, the Government has responded by agreeing that C.I.D.A. should continue to expand its knowledge of the expertise and competence of Canadian firms with international experience and service capability and that firms should be encouraged to register their interest with C.I.D.A. Already steps have been taken by C.I.D.A. in collaboration with the Canadian Export Association (CEA) to make available to its members, a statement of C.I.D.A. reciprocal countries and major sectors in which it is focusing its programs.

The Government also confirmed its intentions to continue to increase the bilateral program, with aid substantially tied to Canadian goods and services.

The Government also intends to review the matter of Canadian participation in the staffing of the multilateral development banks as part of the broader question of how our exporters can increase their share of projects funded by these organizations.

Counter-Trade

During recent years the practice of counter-trade has developed from a rare occurrence to a relatively common requirement. Although the exporter would prefer to deal in hard currency, the realities of the market place require him to become familiar with the complexities and hazards of this sophisticated trading mechanism. For all but the largest organizations expert assistance will be required, at least in initial counter-trade situations.

The subject is complex. The initial phase will consist of a detailed examination of a number of specific industry sectors. Within each sector the tax treatment of firms in Canada and in a selected list of major competing countries will be compared. The first phase is expected to take about 18 months to complete. The second phase will be devoted to an examination of how sectoral export performance would react to changes in the Canadian tax regime. However, this question can be answered fully only by examining the Canadian economy as an integrated system, rather than as individual sectoral cases. The time required to complete Phase II is difficult to estimate precisely, at this point, but it is likely to be in the order of a year.

Once the results of the work by the Conference Board become available, this Board will be making policy recommendations designed to overcome any deficiencies that are revealed in the Canadian tax system as it bears on our export competitiveness.

Last year the Board addressed the issue of taxation of earned income abroad by Canadians. Changes were recommended to Canada's overseas employment tax deduction, and the government has responded by introducing an appropriate measure in the April 1983 budget. It is proposed to replace the current deduction with a tax credit designed to put Canadians working abroad in a tax position comparable to that provided by other countries, and so improve the competitive position of Canadian companies on international projects. The Board commends the government for its prompt response to this recommendation. The government of Quebec has also taken action to correct this situation for residents of that province.

Export Financing

Board members have devoted considerable time to the major subjects of financing availability for exports. The international capital projects market became even more competitive and difficult for Canadian suppliers within the last year, compounded by the weak domestic market and the appreciation of the Canadian dollar against almost all other currencies except that of the U.S.

The Export Development Corporation (EDC) operates under the terms set out in the Financial Administration Act and is required to break even on its total transactions. It is recognized that EDC does an excellent job within the limitations of its mandate. The change from variable "Financing and Service Charges" to a more uniform "exposure fee" has met with general approval in principle, although there is some dissatisfaction with the level of the fee. The recently announced removal of any recourse to the exporter under EDC's medium term specific transaction guarantees to financial institutions providing financing to the exporter, and simplification of EDC's note purchasing and forfeiting facilities for small transactions, are also welcome developments. There is some evidence that other countries provide more support for exports than is the case in Canada. While the Board is not in favour of subsidization of domestic industry it feels that in export markets the government must be prepared to provide assistance comparable to that offered by competing countries.

In this regard the Board notes with pleasure that the government has agreed to strengthen and expand its capacity to respond more quickly and effectively to the needs of the Canadian business community in providing competitive financing for exports and projects in the third world countries. Another positive step has been the passage by the house of legislation to increase EDC's loan and insurance limits.

Exports of fully manufactured products increased more than other exports in 1983. Sales abroad in this category rose by 12% to \$28.4 billion. However this reflects automotive exports to the U.S. which rose substantially, reflecting the increase in U.S. demand for larger cars, many of which are produced in Canadian plants. Excluding automotive sales to the U.S., Canadian exports of fully manufactured products in 1982 declined by 5%.

Canada's export performance during the past eighteen months has clearly been adversely affected by the world-wide recession. This problem, however, has been compounded by a realignment in world currencies that has not been advantageous to Canadian firms attempting to sell in world markets.

An appreciating currency causes significant problems for exporters. The Canadian dollar has maintained its value in terms of the U.S. dollar during the past year, but the U.S. dollar has appreciated substantially against most other currencies during this period producing a similar appreciation for the Canadian dollar. The result has been a major shift in the value of trade by geographic area, with sales increasing to the U.S., and declining to Japan, the U.K. and other EEC countries.

Excluding the U.S., exports for the first six months of this year are down by 13.6% compared to the same period last year.

The problems caused by the appreciation of the Canadian dollar have been further compounded by this country's higher inflation rate compared to most other industrialized economies (EEC and Japan, but excluding the U.S.). On a trade weighted basis, against this group, the Canadian dollar has risen by 11.2% during the past two years while our inflation rate has been 6.0% higher, for a combined 17.7% decline in overall competitiveness.

It is apparent that for exporters selling to countries other than the U.S. the Canadian dollar is over-valued, and a dedicated, continuing effort by Canadian exporters, strongly supported by appropriate government programs, will be needed. Otherwise, once the recovery in the economy begins to attract imports in larger volumes, Canada's overall trade performance will deteriorate.

ISSUES OF IMPORTANCE TO EXPORTERS

Among the many topics considered by the Board during the last year, the following were considered to have a major potential impact on export trade.

Tax Measures Affecting Export Business

The Board recognizes that exports are affected by the level and types of taxes imposed by Canada compared with those levied on our major competitors for export markets.

A preliminary study of this issue, commissioned by the Board, produced evidence that the tax system in some other major industrialized countries employ a variety of tax-based incentives designed to increase export competitiveness. In view of the importance of the subject, the Board concluded that a thorough study should be made by an independent organization. Accordingly the Board recommended that the Department of Finance sponsor such a study and Finance Minister Lalonde announced his support for this study in his budget of April 19th, 1983. It will be carried out by The Advisory Council on International Business Research of The Conference Board of Canada.

CANADA'S EXPORT PERFORMANCE

1982 was a poor year for world trade. Its value shrank by 2% in 1982, after several years of very rapid growth, as a result of the recession which affected all major economies. During this difficult period Canadian exporters managed to increase their sales by 0.9%, a commendable achievement under the circumstances, although modest compared to the 17% average annual increase between 1977 and 1981.

Canada's Merchandise Exports

Canadian Exports as % of World Trade	% Change	Total Exports (\$ billions)	
		1978	1979
3.5	19.4	53.2	65.6
3.4	23.4	76.2	83.8
3.2	16.0	84.5	83.8
3.6	10.0	43.1	44.2
3.7	0.9	6 mo. 1982	6 mo. 1983

This small increase in exports during a most difficult period resulted in Canada's share of world trade increasing to 3.7% in 1982, continuing the improvement from the low point of 3.2% in 1980, and marginally higher than the average for the period since 1974. Prior to 1974 this country obtained a larger share of world trade, with a maximum of 5.2% recorded in 1968, but with the tenfold increase in oil prices since that time the share of world trade taken by the major oil exporting countries has increased significantly, with a corresponding reduction in the share available to other countries, including Canada.

During 1982, the value of Canadian exports to the United States rose by 3%, reflecting strong sales in automotive products. However, non-automotive exports to the U.S. were down by 4%. In addition, sales to other nations performed poorly. Canadian exports declined by 16% to Western Europe, to Central and South Africa by 20%, and to the rest of Africa by 6.5%. Only to Eastern Europe, the Middle East and Asia were sales higher, but these markets only account for 15% of Canadian sales abroad.

Although exports increased by very little in 1982, there was a substantial improvement in the nation's balance of trade. Because Canada's recession was significantly more severe than that of most other industrial countries, our imports fell by 15% last year. As a consequence our overall merchandise trade surplus rose from \$7.4 billion in 1981 to \$18.3 billion in 1982. This was more than twice the previous record of \$8.8 billion achieved in 1980, and more than three times the average of the preceding five years.

While clearly this improvement in the net balance of trade has helped mitigate some of the distress incurred by the recession, from a trade point of view, it was achieved for the wrong reasons.

Preliminary trade figures for the first six months of 1983 are somewhat more encouraging, although some concerns remain. Exports rose by a modest 2.7%, which outpaced the 0.5% increase in imports and yielded a further improvement in the trade surplus.

Now that the world economy is showing definite signs of recovery from recession, there will be increasing opportunities for export business. There will also be intense competition, as essentially all industries in all countries now possess spare production capacity which they are anxious to utilize. Canadian exporters will need to be lean and efficient, and co-ordinated efforts will be required by companies and the federal and provincial governments to take advantage of upcoming opportunities. For their part, the members of the Export Trade Development Board remain dedicated to doing everything possible to help increase Canadian exports.

A handwritten signature in dark ink, consisting of a series of loops and a long horizontal stroke.

CHAIRMAN'S STATEMENT



One of the major challenges facing Ministers under our system of government is the need to master the complexities of a new portfolio from time to time. This challenge has been particularly noticeable in the case of the trade portfolio which has had five incumbents within the last five years. Mr. Regan is to be commended for the speed with which he has become familiar with the major trade issues, and the diligence and enthusiasm with which he has actively promoted the interests of Canadian exporters in this country and overseas.

During the second year of operation of the Board, member have worked well together. I believe that the recommendations made, covering a variety of issues, reflect the growing level of expertise within the group as, collectively, we have been exposed to many complex questions.

As planned from the outset, membership is on a rotating basis with approximately one third of the group stepping down each year. In this way the majority will always be made up of experienced members, while the rotation prevents membership from becoming too great a burden on people who all have many competing demands on their time. Members retiring this year are Richard Cashin, Paul Gérin-Lajoie, Andrew McCain, Jack Munro and Robert Rogers. All have made substantial contributions during their tenure, and their presence will be missed at future meetings. I am sure that they will continue to be fully occupied with trade-related matters. John Bragg is to be congratulated on his recent appointment to the board of the Export Development Corporation, and Bob Roger's appointment as Lieutenant-Governor of British Columbia.

New members of the Board, representing a valuable addition of geographic and sectoral expertise, include Basil Blades, Marcel Desjardins, Nigel Hill and Neil Reimer.

A part of the first year of operation of the Board was taken up by organizational matters and the development of a modus operandi that best suited the majority of members. During the second year of operation more time has been available to devote to issues, and this report describes the major topics dealt with by the Board. I believe that the Board has operated effectively and its accomplishments have been significant. Nevertheless, it is to be expected that the Board will pass through an evolutionary phase during its initial years, and attention will be focused during the coming year on possible alterations to structure and method of operation designed to further improve its effectiveness.



Chairman Roger E. Hatch
Président Roger Hatch
125 Sussex Drive
Ottawa, Ontario K1A 0G2

September 30, 1983.

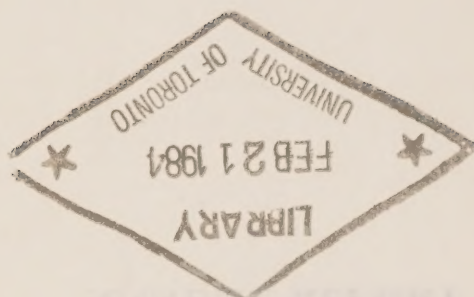
The Honourable Gerald Regan, P.C., M.P.
Minister of State for International Trade
House of Commons, Room 430-N
Ottawa, Ontario
K1A 0A6

Dear Mr. Regan:

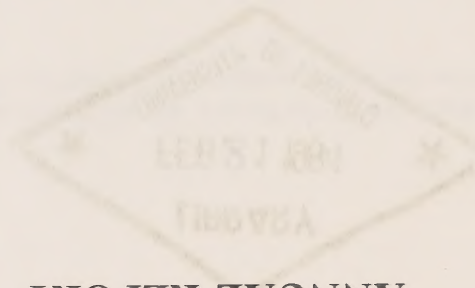
I take pleasure in presenting herewith the Second Annual Report of the Export Trade
Development Board covering the period commencing September 1982.

Yours sincerely,

Roger E. Hatch



1983



ANNUAL REPORT

EXPORT TRADE DEVELOPMENT BOARD

ANNUAL REPORT 1983

Export Trade Development Board
Commission pour l'expansion du
commerce extérieur



CA1
EA702
-E87

